

Pour un SNES combatif, fédéral, unitaire reprenant l'initiative

Après 5 ans de présidence Sarkozy, et 3 ans depuis le dernier congrès du SNES, il est légitime de faire le bilan des politiques gouvernementales et syndicales. Si l'analyse sur le caractère réactionnaire des réformes gouvernementales fait accord, l'appréciation sur les succès ou échecs du mouvement syndical ne fait pas consensus au sein du SNES. Cela implique évidemment des divergences sur l'action syndicale dans un proche avenir.

La crise comme légitimation de l'austérité

Depuis 1973, le discours libéral s'est appliqué à dénoncer la trop grande rigidité des systèmes politiques et économiques, dans toutes leurs composantes (travail, protection sociale, santé, administrations et services publics). Les réformes néolibérales ont eu pour objectif d'obtenir davantage de souplesse, de flexibilité et de faire «sauter les verrous» : tous les acquis, conquis par les salariés. Les gouvernements successifs ont patiemment détricoté le « pacte social » de l'après guerre, psalmodiant comme un mantra « *les sacrifices d'aujourd'hui sont les emplois de demain* ». On voit le résultat !

La crise actuelle fournit le prétexte idéal pour alourdir le fardeau, jusqu'à la paupérisation absolue de populations entières en Europe. Attaques économiques et sociales mais aussi politiques en dessaisissant les peuples de leurs droits démocratiques, au profit d'institutions non élues, pilotées par des experts soi-disant neutres mais bénéficiant d'indemnités généreuses, afin d'imposer la «bonne gouvernance».

Parallèlement au démantèlement de l'État social, l'État pénal et policier est renforcé, avec comme premières cibles les chômeurs, les étrangers, les travailleurs pauvres, et parmi eux particulièrement les femmes. Un État sécuritaire qui instaure un contrôle social, par le biais de l'informatisation des données personnelles au mépris des libertés individuelles et collectives. Ce fichage tentaculaire concerne l'Éducation nationale (Base élèves, SIECLE, fichage des décrocheurs...), le travail social, les contribuables et les consommateurs, les personnes de nationalité étrangère (fichiers OSCAR), la justice (gestion informatique des détenus, fichier des auteurs d'infractions sexuelles).

Des réformes régressives dans l'Éducation Nationale.

En matière d'éducation, les réformes annoncées depuis plus de 10 ans ont fini par s'imposer dans les faits. Le gouvernement et l'Europe ont un vrai projet pour l'Éducation Nationale : la détruire, mettre en place une école à plusieurs vitesses, qui réserve l'accès au savoir et à la culture à une minorité et rende la masse simplement « employable ». Un nombre croissant de personnels ressent malaise, colère et impuissance, fruits étranges de la RGPP. Un nombre croissant de personnels a aussi des doutes sur les finalités du système lorsque leurs capacités, leur engagement, leurs ressources sont gaspillées. Le gouvernement actuel utilise ce malaise pour prôner la sélection en fin de 5^e, afin de se débarrasser, pour leur bien évidemment, de ceux qui dérangent...

Un mouvement social et syndical à la hauteur ?

Le mouvement social n'a pu obtenir aucune victoire significative depuis 2007. Le mouvement sur les retraites en 2010, avec les manifestations les plus importantes depuis 1936, a été un échec pour tous les salariés. En refusant de continuer à se battre après le vote de la loi, les confédérations ont imposé un coup d'arrêt au mouvement. Elles n'ont pas voulu l'élargir, organiser des assemblées générales interprofessionnelles. Sous prétexte d'unité, elles se sont alignées sur le moins-disant tant sur le contenu de la plate-forme que sur les modalités de lutte et ont refusé un affrontement global avec le gouvernement. Pourtant, la combativité des salariés existe : les « indignés », les « désobéisseurs », les taux de participation aux grèves et aux manifestations en témoignent.

Quelle école voulons-nous ?

Contrairement à l'idéologie des «dons» et des «talents» nous pensons que tout élève est éduicable. Nous savons que plus l'orientation est tardive, plus «le niveau monte», au bénéfice des enfants des classes populaires, sans pour autant «léser» les autres.

Il faut évidemment s'en donner les moyens. Ce qui nécessite de rétablir les postes supprimés, d'abaisser les effectifs des classes et de revenir à une formation des stagiaires digne de ce nom. Ce qui nécessite aussi des contenus et des pratiques repensés, grâce à une vraie formation continue des enseignants, au service d'une école démocratique et émancipatrice.

Le collège doit donc être le lieu unique qui accueille les élèves, pour un enseignement polyvalent pour tous, et les amène au lycée, jusqu'à 18 ans et au delà. Le lycée doit également s'adresser à tous, et s'appuyer sur la nécessité d'une culture commune, et donc d'une seconde au tronc commun élargi et des enseignements qui s'imbriquent et se complètent entre eux.

Les échéances qui nous attendent.

Nous devons imposer un changement radical de politique et la défaite de Sarkozy serait un premier pas. Il en faudra beaucoup d'autres, quels que soient les résultats des deux élections.

L'enjeu est de taille : reconstruire une école émancipatrice, mais aussi combattre l'austérité que le nouveau traité européen exige des salariés, imposer des solutions sociales et solidaires pour sortir de la crise.

Le syndicalisme devra faire preuve d'ambition et de détermination. Il faut articuler les revendications catégorielles de nos professions avec la défense des droits de l'ensemble des salariés, la reconquête de la protection sociale et celle des services publics ; c'est la condition pour que le monde du travail prenne conscience de son unité et de la nécessité de se battre ensemble. Il faut travailler à l'unité syndicale sans en faire un préalable, et développer un pôle syndical de transformation sociale avec la CGT et Solidaires en particulier, et toutes celles et ceux qui seront prêts à combattre l'austérité d'où qu'elle vienne.

Le SNES doit défendre cette perspective au sein de la FSU, outil indispensable pour construire le syndicalisme dont nous avons besoin. Or, le congrès qui vient de se dérouler a montré que telle n'était pas la volonté du SNES. En effet, l'École Émancipée a défendu l'idée d'une journée d'action de l'ensemble de l'éducation en mai pour exiger du nouveau pouvoir un engagement sur un plan d'urgence pour la rentrée, faute de quoi nous préparerions une grève à la rentrée, prélude d'un grand mouvement pour l'école. Au lieu de cela, le SNES invite les personnels à des États généraux du seul second degré à l'automne. Au delà de la posture très attentiste, cela montre le peu de cas qu'il fait de la FSU, et sa piètre volonté de mener la bataille à l'échelle du service public d'éducation.

La méfiance que le SNES éprouve à l'égard de la FSU s'exprime aussi dans sa volonté d'en changer les règles de fonctionnement. Depuis le début, la fédération a été construite dans le souci d'intégrer tous les syndicats, petits et gros, et tous les courants de pensée, de se doter de mandats les plus consensuels possibles pour que chaque composante puisse les faire siens. En remettant en cause ce fonctionnement, le SNES donne un très mauvais signal, celui d'une fédération dominée par les deux gros syndicats de l'éducation, lesquels ont dans la dernière période fait la démonstration qu'ils sacrifiaient volontiers l'intérêt de la fédération à des préoccupations catégorielles.

L'École Émancipée se bat pour que le syndicat, sans abandonner les revendications propres des personnels qu'il représente, cesse de raisonner comme si le second degré était isolé du reste de l'École et de la Fonction Publique.

Pour l'École Émancipée, c'est par l'unité des personnels, la convergence des luttes, la durée dans le mouvement qu'il est possible de gagner. Nous pensons que c'est l'exigence d'un projet éducatif pour tous qui redonnera du sens à notre métier ; c'est l'organisation collective qui nous permettra de le mener à bien. Dans le SNES, l'École Émancipée défend une plus grande combativité, au côté des mouvements de lycéens, des parents d'élèves et de tous les personnels. Pour cela, L'École Émancipée pense qu'il faut promouvoir les mouvements au sein des établissements en écoutant les collègues mobilisés, impulser toutes les formes de lutte (résistances, désobéissances) et soutenir les luttes collectives.

L'École Émancipée défendra ce syndicalisme fédéral, combatif, articulant travail de terrain au quotidien, mobilisations de rue massives, grèves reconductibles, interprofessionnelles, Assemblées Générales et coordinations mandatées. Votez pour cette orientation en votant pour l'École Émancipée !

Contact : eesnesnat@gmail.com